

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 259 – septembre 2022

Le crime du 18 août (suite)

L'expédition de Montigny-le-Tilleul et ...

La première expédition de Jean Pévenasse.

La seconde expédition de Joseph Pévenasse.

Les histoires de Roger

La résistance du charbonnage du Bois du Cazier.

L'agonie d'une louve marcinelloise

La presse clandestine d'avant mai 40

Actualité

Gaz russe : le géant allemand Uniper ...

Les pays européens sont les dupes ...

Otan : nouveau sommet, nouveau ...

Ukraine: d'où vient l'argumentaire ...

Notre histoire

Qui était « Louis Tayenne » ?



LE CRIME DU 18 AOÛT (SUITE)

L'expédition de Montigny le Tilleul et de Marchienne-au-Pont

Cette expédition fut une des plus tragiques en péri-péties. Le groupe était dirigé par un Carolo dénommé Jules Roosens. Il était chargé d'arrêter 8 à 9 personnes et de les conduire à Courcelles. L'équipe se rendit d'abord chez un industriel M Léon Mathy habitant rue Beaumont 106 à Marchienne-au-Pont. L'homme ne fut pas arrêté malgré le fait qu'il aurait été déclaré par la Feldgendarmerie, responsable de l'explosion de la maison de Roosens.

Les bandits devaient ensuite s'emparer de M. Edmond Jacqmin, bourgmestre de la commune et secrétaire des mutualités syndicales socialistes habitant rue de Beaumont 507. Ce dernier se sentant menacé ne logeait plus chez lui depuis plus d'un mois.

L'équipe se dirigea vers Montigny-le Tilleul pour arrêter Monsieur le docteur Clotaire Cornet qui faisait partie du Front de l'Indépendance. Le bourgmestre se sen



Docteur Cornet était membre du front de l'Indépendance

tant menacé avait pris le maquis. Seul le père de M Cornet fut arrêté mais relâché aux Quatre Chemins de Landelles. Pendant ce temps, les fascistes restés sur place avaient mis le feu à la maison du médecin. Les pompiers de Charleroi avertis furent stoppés par des fascistes et reçurent l'ordre de rentrer à leur dépôt par l'échevin rexiste Desclin.

Sur la liste des personnes à arrêter figurait le docteur Huberland habitant au 49 de la rue de Marchienne à Montigny-le-Tilleul. Le médecin qui avait été appelé au secours des trois personnes de la famille Bousman de Bomérée était rentré chez lui. Le médecin abritait aussi son frère



M. le greffier Oscar Deulin



M. le Docteur Edmond Huberland

Albert. Il descendit ouvrir aux coups donnés sur la porte de sa maison. Les bandits ne fouillèrent pas la maison et le docteur Huberland était emmené par les fascistes.

Les rexistes se rendirent ensuite chez le greffier M. Oscar Deulin, domicilié à Montigny également, rue de Marchienne, 74. Le greffier dut monter dans la voiture aux côtés du docteur Huberland persuadé qu'il ne reverrait jamais son épouse. Les deux hommes furent conduits directement à la maison Hublou à Courcelles et furent obligés de descendre dans la cave de la demeure.

Les bandits se rendirent ensuite chez M. Arthur Delire rue de Châtelet 24 à Marchienne-au-Pont. Cet homme arrêté à trois reprises par les Allemands avait été déporté en Allemagne comme prisonnier politique. Sa maison était toutefois occupée par des connaissances de la famille du Major Raoul Housiau qui, après s'être caché à Montigny-le-tilleul, était déjà détenu en Allemagne également.

Les bandits reprirent le chemin de Marchienne-au-Pont pour y arrêter le commissaire de police M. Emile Devos qui s'était réfugié chez des voisins. De sa cachette, ce dernier pouvait suivre, à distance, la traque dont il était l'objet.

Pour la dernière arrestation de la nuit, il est près de 5 h du matin, les individus se dirigèrent vers le n° 8 de la route de Mons à Monceau-sur-Sambre pour arrêter M. René Defalque, directeur des Forges de la Providence. Ce dernier qui avait déjà eu bien des problèmes avec la Feldgendarmarie eut sans doute la vie sauve grâce au chien du gardien de la maison qui aboyait si férocement.

La première expédition de Jean Pévenasse.

Depuis la mort d'Oswald Englebin, Joseph Pévenasse, membre de la direction de Rex Charleroi n'avait cessé d'exercer une activité débordante. Lui qui avait participé à la première expédition en compagnie des Pieds Nickelés voulait qu'une réunion se fasse à Trazegnies dans la maison du bourgmestre rexiste décédé.

Armés de pistolets et de grenades, l'homme et trois complices se rendirent chez le docteur Paul Coton habitant le n° 6 de la rue Willy Ernst à Charleroi. Ce dernier, pourtant prévenu des représailles qui s'étaient déjà déroulées ici et là ne se sentait pas concerné et dormait sur ses deux oreilles, le cœur tranquille. Le quatuor arriva chez lui avec grand tapage comme à l'habitude baragouinant un mélange de flamand et d'allemand. Voulant l'emmenner au sortir du lit, ils consentirent toutefois à ce que le médecin puisse se rhabiller. Ils le conduisirent dans



M. le Docteur Paul Coton

leur local, rue Du Parc et avant de repartir se partagèrent le contenu du portefeuille de leur otage.

Leur chemin les amena ensuite chez l'avocat Pierre Gobbe domicilié rue du Pont Neuf, 21. L'homme politique était conseiller communal catholique et adversaire reconnu des partisans de l'ordre nouveau. Averti de la mort d'Englebin, méfiant, il avait voulu prendre ses distances par rapport aux fascistes. Il n'imaginait que les brutes puissent s'en prendre à des femmes. Son épouse, Madame Gobbe était donc restée dans le logis familial en compagnie d'autres membres de la cellule familiale. Les rexistes visitèrent la maison de fond en comble. Comme l'homme était bien absent, le chef de l'expédition, Pévenasse, déclara « Madame va venir avec nous ». Deux de leurs complices conduisirent leur prisonnière à pied à la rue du Parc. Méconnaissant Charleroi, ils obligèrent deux agents de polices belges qu'ils avaient croisés à les guider vers le local fasciste.

La seconde expédition de Joseph Pévenasse.

Les participants à cette expédition étaient nombreux tout comme était longue la liste des personnes qui

devaient être arrêtées.

Leur première visite eut lieu chez M. l'avocat René Dubuisson habitant rue d'Orléans n° 22 à Charleroi. Ce dernier, averti, était parti se cacher à Bruxelles. Il se savait visé car un rexiste lui en voulait particulièrement à savoir Pévenasse, le chef de l'expédition. Me Dubuisson avait déposé plainte contre cet individu pour un coup de gifle et condamné à trois mois de prison.



M. l'architecte Léon Coton

La bande se dirigea ensuite vers le domicile de M. l'avocat Corneille Embise domicilié au boulevard Audent n° 43. Le tapage qu'ils menèrent réveilla un officier allemand qui logeait là et les courageux s'en allèrent sans demander leur reste.

Leur troisième visite fut pour M. Léon Vitry, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats qui logeait lui aussi au boulevard Audent. Pévenasse lui en voulait également car c'était lui qui l'avait sanctionné dans l'affaire qui l'avait opposé à Me Embise. Le magistrat, lui aussi, avait pris soin de s'éclipser de son domicile. Un officier allemand occupait une chambre chez Me Vitry et leur ouvrit la porte du domicile. Ils visitèrent toute la maison. Leurs recherches furent vaines, après avoir commis des dégâts très importants par pure vengeance. La facture de leurs mauvaises œuvres se montait à 250 000 FB, somme im-

portante pour l'époque.

Cette fois, à nouveau déçus, ils partirent vers l'habitation de l'architecte Léon Coton habitant quai de Sambre. Il est bon de se rappeler qu'à l'époque, la Sambre coulait là où a été tracé le Boulevard Tirou. Arrivés sur place, ils menèrent un tel raffut qu'ils réveillèrent tout le voisinage. Comme la porte d'entrée leur résistait, ils allèrent réveiller l'habitant voisin qui leur ouvrit. Ils entrèrent en force dans la maison, grimpèrent les escaliers, ouvrirent une tabatière et se glissèrent sur le toit de la maison où habitait M. Coton dont le frère, le docteur Coton avait déjà été arrêté lors d'un récit que nous avons déjà écrit. Sur le toit, ils procédèrent de la même façon, entrèrent par la tabatière et descendirent au second étage où se trouvait l'appartement de l'architecte. Ils l'arrêtèrent et un groupe l'encadra pour le conduire rue du Parc où plusieurs notages étaient déjà rassemblés.

Pendant ce temps, le reste de la troupe se rendit chez M. Maurice Goffin, lui aussi ancien bâtonnier, habitant rue du Pont Neuf n° 1. L'avocat, ayant été averti des incidents qui éclataient en divers endroits de la région prit la décision de partir sur la recommandation de son épouse. Mme Goffin leur ouvrit toutefois la porte de la maison. Ici, nous devons signaler que cette dame ne fut pas arrêtée comme le fut Mme Gobbe dont nous avons déjà évoqué l'histoire. Les voyous n'obéissaient pas ainsi à l'ordre qui leur fut donné par le grand chef rexiste Matthys : « Arrêter les épouses en cas d'absence du conjoint. »

LES HISTOIRES DE ROGER

La résistance du charbonnage du Bois du Cazier.

Durant la guerre, l'action des résistants avait évidemment pour but de causer le plus de torts à l'occupant. Cela pouvait se faire de diverses manières : actions à main armée contre des soldats ou des collaborateurs, sabotages, renseignements fournis aux alliés, etc. ... Mais pour les actions de sabotage, il fallait des explosifs capables d'anéantir d'un coup des équipements difficiles à remplacer.

Les premiers sabotages se passaient sur les lieux de production des machines ou d'armes destinées aux Allemands. C'était le temps des coupures des fils téléphoniques de l'armée. Cela ne provoquait que des ennuis ou des retards à l'occupant. Le sabotage des voies ferrées et du matériel roulant fut beaucoup plus sérieux mais il fallait faire plus encore. En effet, des actions spectaculaires contre l'occupant remontaient le moral de la population en baisse depuis les premiers succès allemands, la débandade armée des



Valentin Tinclair

premiers mois de 1940 et la raréfaction des aliments de première nécessité.

Si dès le début du conflit, des communistes s'organisèrent individuellement pour résister, c'est après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne le 1^{er} juin, 1941 que le Parti communiste entra en action. Les cellules de propagande se réfugièrent dans la clandestinité et devinrent autant de cellules de combat, bien organisées et ayant l'expérience de la vie secrète de gens pourchassés.

Dans le pays de Charleroi comme dans les autres régions de vieille tradition ouvrière, le Parti communiste comprenait de nombreux membres plus ou moins déterminés mais en nombre suffisant en tout cas pour constituer une armée secrète.

Cette organisation comprenait une partie agissante, les Partisans armés, les Milices patriotiques et une organisation de soutien, le Front de l'Indépendance ou F.I. chargé de récolter fonds, armes, fausses pièces d'identité ou autres documents.

Raoul Baligand et Victor Thonet étaient des dirigeants des partisans armés au pays de Charleroi et, précisément en ce début de 1942, ils cherchaient l'occasion de se procurer des explosifs pour attaquer l'appareil de production de l'ennemi. Ils avaient bien reçu des armes de Londres qui les distribuaient parcimonieusement. Un fossé séparait en effet le gouvernement de Londres et ses adversaires politiques d'hier. Les communistes recevaient donc peu d'aide.

Avant la guerre, Tinclair, le leader communiste de Couillet était souvent venu haranguer les ouvriers du Bois du Cazier lors d'élections ou à l'occasion de manifestations pour de revendications sociales. Nombreux étaient les mineurs affiliés au Parti communiste. Une cellule bien organisée s'activait.

L'arrestation de Tinclair avait rompu un instant le lien qui liait le Parti communiste à ses adhérents mais Baligand et Thonet savaient qu'ils pourraient compter sur l'aide de ces militants, le moment venu. Au mois d'avril, c'est par ce canal qu'ils reçurent une information bienvenue. Les Allemands, soucieux de mettre hors de portée les matières explosives sachant que celles-ci pouvaient être utilisées contre eux, répartissaient des dépôts de poudre nécessaire dans des salles souterraines.

Comme il n'y avait pas d'issue que par les puits, ils ne pouvaient s'imaginer que quiconque puisse avoir l'idée de les dérober dans un endroit si bien clos.

Peu après, sous le commandement de Baligand et Thonet, douze partisans se sont retrouvés dans un endroit bien désert aux petites heures du matin., le cimetière communal de Marcinelle, rue des Sarts à peine à 150 m des installations du puits St Charles du charbonnage du Cazier où 300 kg de dynamite et 200 détonateurs étaient entreposés. Quel beau feu d'artifice en perspective. Une partie devait d'ail



Raoul Baligand



Victor Thonet

leurs être immédiatement utilisée pour faire sauter les machines d'extraction. Les ouvriers devaient remonter par les échelles.

Transportée au dehors par les partisans, les caisses furent passées par-dessus le mur du cimetière Marcinelle et cachées dans deux caveaux accueillants d'où ils les retirèrent une semaine plus tard quand les Allemands cessèrent les recherches devenues inutiles. Il faut dire que quatre P. A. avaient parlé espagnol, devant les ouvriers faits prisonniers dans la chaufferie. Cette langue inconnue avait laissé supposer aux feldgendarmes qu'il se serait agi d'un groupe de parachutistes anglais. Où étaient-ils donc passés ?

Ici, il reste un petit mystère à éclaircir Raoul Baligand assure avoir enlevé 300 kg de dynamite en paquets de 25 cartouches de 100 grammes et de 2000 détonateurs ;

Or , Jean Place, dans un livre récent sur la ville de Charleroi rapporte que suivant un rapport de l'OKW, le groupe avait emporté 527 kg de dynamite, 27 kg d'explosifs légers et 3681 détonateurs ordinaires. Quel intérêt auraient eu les Allemands à gonfler le chiffre de ce qui leur avait été soustrait ?

Outre la destruction de la salle des machines, ce rapport signale aussi la destruction de deux machines

à vapeur et des installations électriques . Comme prévu, ce coup d'éclat eut un grand retentissement parmi la population qui avait bien besoin de se remonter le moral.

Un traître infiltré parmi les P.A. dénonça plus tard huit des douze partisans aux Allemands. Ils furent arrêtés et six d'entre eux furent fusillés dont trois en représailles lors de l'exécution du bourgmestre rexiste du grand Charleroi, Teughels , le 19 novembre 1942. Trente otages avaient été fait prisonniers à cette occasion, et envoyés à Tournai où certains restèrent près de deux ans.

La recrudescence des attentats dans la région de Charleroi fut évidemment le résultat du vol des explosifs : la Fabrique de Fer le 15 avril, les ACEC le 25 mai, les bureaux du Sicherheitdienst, avenue Meurée à Marcinelle le 22 juin par exemple.

Nous connaissons quelques noms des participants au coup de main du Cazier : Raoul Baligand qui était devenu lieutenant dans l'armée républicaine espagnole avait acquis l'expérience des combats de partisans au sein des Brigades internationales. Il devint Commandant national de L'Armée des partisans.

Victor Thonet lui succéda comme commandant du Corps de Charleroi lorsque Baligand fut envoyé



Franz Michiels et son épouse

dans la région du Centre pour y organiser un Corps semblable à celui de Charleroi. Arrêté fin décembre 1942, il fut fusillé le 25 avril 1943. C'est lui qui avait exécuté Teughels le 19 novembre 1942.

Franz Michiels fut fusillé aux côtés de Thonet le même jour. Il avait exécuté Demaret le bourgmestre rexiste de Ransart. Ce personnage était coupable d'avoir livré des centaines de patriotes à la police allemande. Lors de son exécution, Franz avait 27 ans.

René Genaux fut fusillé le 1^{er} avril 1943. Il avait assuré le transport d'armes et de dynamite jusqu'au jour de son arrestation le 22 juillet de l'année précédente.

Yvon Malevez fut exécuté, lui aussi, le 20 avril 1943. Les trois partisans exécutés le 27 novembre 1942 en représailles à l'exécution de Teughels étaient Gustave Derard, François Lambert et Joseph Boulanger.

Jean-Marie Schaenen de Gilly avait organisé un groupe de résistants dès le début de l'occupation. Cette cellule s'appelait l'ABCG ou « Les Amis Bien Choisis de Gilly » mais qui se lisait aussi « Anti Boche Club Gillicien ». Il fut arrêté en octobre 1942 à 20 ans. Il fut interné au camp de Breendonk où il fut torturé. Lors du X^{-ème} anniversaire de sa prise de pouvoir, Hitler fit un geste. Sur un ordre transmis à Von Falkenhausen, gouverneur allemand de la Belgique, il fit libérer un pourcent des détenus politiques. Le sort fut favorable au Gillicien qui fut libéré le 30 avril 1943.

Un Polonais, ancien des Brigades Internationales faisait aussi partie du groupe. Il s'appelait curieusement « Gramatika ». Était-ce un pseudonyme ? On ne connaît pas son sort.

Roger Nicolas

*Oncle de nos camarades Jeanne, Catherine et Jean-Pierre Michiels. La famille paya un lourd tribut pour sa participation active à la résistance.

L'agonie d'une louve marcinelloise

En l'an 1839, des loups et des renards vivaient paisiblement dans les bois et les campagnes de Marcinelle et Mont-sur-Marchienne. Certes, ces animaux étaient des prédateurs mais ils remplissaient le rôle qui leur est dévolu par la nature, celui de maintenir l'équilibre biologique de leur milieu.

Si on obtenait de bonnes récoltes, c'est grâce à ces précieux auxiliaires qui débarrassaient les cultures des rats, des lapins en surnombre, des charognes

et des animaux malades.

Si parfois, le loup ou le renard croquait une poule, c'est donc au centuple qu'ils nous rendaient service. Ils ne chassaient que pour se nourrir eux et leur progéniture. Bien plus cruels et destructeurs sont les chiens errants, qui, élevés par l'homme, en ont pris les attitudes néfastes. Ces chiens ne tuent pas par plaisir.

Hélas, en cette année de grâce, ces considérations dépassaient le cerveau obtus des amateurs de chasse de Mont-sur-Marchienne. Ceux-ci avisèrent les autorités de la nécessité de détruire les « nuisibles » qui hantaient nos bois.

Clément Jennar, bourgmestre de la commune à cette époque ne brillait pas par son intelligence. Il écouta ses administrés d'une oreille attentive et prit une grave décision. Avec l'accord du Gouverneur de la Province, il organisa une chasse mémorable. Elle fut fixée au vendredi 22 février à 9 heures du matin.

Les miliciens de la levée 1839 furent mobilisés. Ils serviront comme rabatteurs. Malheur à celui qui voudrait se soustraire à cette obligation, des peines sévères l'attendaient.

Le rendez-vous fut pris à la Tombe de Marcinelle. Une trentaine de chasseurs dont les noms sont conservés dans les archives étaient présents à l'heure fixée.

Toute cette joyeuse équipe se dirigea vers le bois de Marcinelle et Montignies-sur-Sambre. Chaque tireur s'embusqua tandis que les miliciens se déployaient en éventail dans la forêt afin de rabattre les bêtes.

Les Haies de Marcinelle furent donc investies malgré les récriminations qui s'opposaient au massacre de « leurs » loups.

Ici, des questions dont l'histoire ne parle pas, se posent : « Qui a donné l'autorisation à ces gens de chasser sur le territoire de Marcinelle ? Les autorités de cette commune ont-elles été prévenues ? » On n'en trouve aucune trace dans les registres officiels de Marcinelle. La journée du 22 février fut infructueuse, nul loup ni renard à l'horizon. Flairant le danger, ils se tenaient terrés au plus profond des taillis. Tout le monde revint bredouille et désabusé.

La vantardise n'était pas de mise et l'on arrive ainsi à la journée du 24 février. Ce dimanche, vers 7 heures et demie du soir, s'y croyant autorisé par le stupide arrêté du Gouverneur, le sieur Désiré Rossignol vint se poster en embuscade dans une prairie, à une portée de fusil d'une charogne et attendit.

L'attente ne fut pas longue. Dans la clarté de la lune, une louve de deux ans, superbe dans son port, sur-



git et se tint aux aguets. Hélas, le chasseur la vit, ajusta son coup et tira. La bête fut sérieusement blessée. Rossignol s'en approcha pour l'achever mais la louve perdant du sang en abondance par une plaie béante, se défendit avec courage. Affaiblie, elle succomba enfin sous les coups de crosse répétés que lui assénait sauvagement la brute sanguinaire.

Le lendemain, fier de son exploit, le triste sire traîna sa pitoyable victime désarticulée vers les autorités locales afin d'en tirer sa honteuse récompense.

Il fut congratulé et le curé Prunier de Mont-sur-Marchienne composa une chanson idiote en son honneur. Celle-ci disait : « Rossignol fut plus fort que le loup. »

Les loups ont fini par disparaître de nos régions. Le renard est toujours chassé pourtant des catastrophes écologiques de temps à autre mettent à mal les cultures.

En 1936, on a connu une extraordinaire prolifération de lapins. En 1948, ce sont des rats qui se répandaient en grand nombre. En 1990, ce sont de nouveau les lapins qui furent de plus en plus nombreux malgré le fait que depuis pas mal de temps, on empoisonnait les renards.

Il reste beaucoup à faire afin d'empêcher les stupides chasseurs du dimanche de massacrer notre environnement.

Avant 1914, de vieux Marcinellois racontaient que les habitants des Haies de Marcinelle du milieu du

siècle précédent s'enorgueillissaient d'avoir eu les derniers loups chez eux. C'est ce que corrobore l'histoire mais ajoutons qu'aucun de ces Marcinellois ne participait à la chasse de 1839.

Roger Nicolas.

La presse clandestine d'avant mai 40

Plus de 70 ans après la fin de la guerre 1940-1945, il n'est pas vain de se rappeler ce que fut le climat régnant chez nous durant ces mois et ces années d'angoisse lorsqu'on voyait se profiler à l'horizon le spectre de la guerre. Beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites à cette occasion et nous n'avons pas la prétention d'ajouter notre pierre à cet édifice historique déjà bien construit. Il n'a pourtant pas été fait beaucoup allusion à la presse d'avant le 10 mai 1940 qui, déjà, avait paru de façon clandestine.

Pendant la période précédant la déclaration de guerre des Alliés à l'Allemagne hitlérienne et jusqu'au jour même de l'invasion, il régnait chez nous un climat de méfiance, de tension nerveuse puis « d'espionnite » entretenu par les déclarations de nos dirigeants eux-mêmes. La politique de neutralité belge, le secret qui prévalait chez les futurs belligérants en ce qui concernait leurs préparatifs militaires, les manœuvres politiques des uns et des autres pour s'assurer des appuis parmi les nations neutres, tout cela empêchait le citoyen moyen de se faire une opinion impartiale. Le sentant confusément, il se faisait



l'écho de tous les bruits les plus fantaisistes, sans pouvoir en vérifier le contenu.

On mettait, avec raison, la population en garde contre l'action des parachutistes allemands ou d'espions qui pouvaient se glisser parmi nous. On disait, entre autres, que ces derniers se servaient de panneaux publicitaires comme « boîtes aux lettres » et cachaient le courrier derrière les plaques émaillées vantant les marques de chicorée telles « Rochet » ou « Pacha ». Certaines administrations communales allèrent jusqu'à faire enlever ces plaques sans en aviser les firmes propriétaires.

On racontait aussi que dans un coude de la ruelle du cimetière de Marcinelle entre les rues du Vieux Moulin et des Haies, une plaque de fer fixée par un boulon cachait un appareil de téléphone dont les espions se servaient.

Par une loi dite « scélérate » par les opposants, le Ministre de la Justice du gouvernement Pierlot-Janson fit publier une série de mesures visant les éléments « subversifs » ou considérés comme tels qui, par leurs actes ou propos, entretenaient un climat de défaitisme, de démoralisation de l'armée et de la population ou portaient atteinte à la neutralité de la Belgique .

En réalité, cette loi visait à établir un certain contrôle de la presse. Mais, était-il « subversif » de présenter la défense des ouvriers mineurs à qui on voulait imposer 60 heures de travail par semaine au lieu de 48 ? Ou de réclamer une nourriture meilleure et des

vêtements plus chauds pour nos soldats mobilisés durant ce dur hiver 1939-1940 ? Il n'y avait rien de défaitiste dans le fait de constater les abus et les manques. C'est le rôle d'une presse libre et d'une opposition constructive. Mais cela n'était pas l'avis de nos dirigeants de l'époque, désireux de donner au monde l'image d'une Belgique forte et unie autour d'un gouvernement indiscuté et protégé par une armée enthousiaste et moderne. Bientôt, ces belles apparences allaient voler en éclats. Bientôt, la répression allait se faire sentir.

Le dimanche 11 février 1940, des soldats se trouvaient dans un estaminet de Fosses en compagnie de civils. Tous chantaient l'Internationale. Un chanteur, Fernand Eugène de la localité avait une voix, semble-t-il, plus forte que celle des autres et lorsque la police fit irruption dans le café, c'est lui qui fut emmené. Il fut, par la suite, condamné à 21 jours de prison. Eh ... , mais ce chant révolutionnaire a toujours précédé des emmer ... pour le pouvoir ! Bien des faits semblables ont été commis à cette époque. Par la suite, plusieurs organes de presse furent interdits de publication car ils dénonçaient ces abus de l'autorité . En février 1940, c'est le journal « La Lutte socialiste » du député bruxellois Brunfaut qui fut interdit sous prétexte de démoralisation de l'armée et de sympathie pour les mouvements révolutionnaires autrichien et allemand des années 1920. Il ne fallait pas risquer de froisser ce brave monsieur Hitler ...

Des perquisitions furent opérées au domicile de JGS * à Mons, Obourg, Eupen et d'autres localités.



Une certaine presse chrétienne fut aussi prise à partie malgré les protestations de « La Libre Belgique ». C'est ainsi que « Le Flambeau » fut interdit pour cause francophilie. On était neutre, que diable ! Un autre journal syndical chrétien subit le même sort parce qu'il se demandait si on avait bien fait de soutenir la Finlande du Maréchal Mannerheim lors de la guerre russo-finlandaise.

Mais, ce sont surtout les communistes, déjà les bêtes noires du gouvernement qui furent traqués. Tous leurs journaux et publications furent interdits. Ils ne restèrent pas longtemps sans réagir. Ils sortirent une presse clandestine. Les titres changeaient souvent. Il y eut ainsi « Le Journal du Peuple », « La Vérité », « La Vague », « L'Action », « Cisailles », « Toekomst ». et des tracts édités dans le même style d'appellation. Il y eut aussi un journal de tendance chrétienne qui s'appelait « La vrai Visage de la France ». Les distributeurs clandestins ne manquaient pas mais certains furent arrêtés pour leur activité en ce domaine un peu partout.

Dans le Borinage, des perquisitions furent conduites pour retrouver des stocks de journaux destinés à la France où ce genre de littérature était aussi interdit. Plus près de chez nous, à Marchienne, Louis Drugmand**fut arrêté à plusieurs reprises pour distribution de tracts aux charbonnages. Il fut un jour battu car il refusait de signer un engagement « volontaire » à l'armée. Il y eut aussi des perquisitions aux domiciles de

communistes comme Dessellier de Châtelet et chez le sénateur Tinclair de Couillet.

A Marcinelle également, il y avait des diffuseurs clandestins. Un de ceux-ci, Jossart, était marchand de charbon. Il s'approvisionnait au triage-lavoir de Monceau-Fontaine, rue des Hiercheuses et livrait aux particuliers en même temps des « braisettes ou les boulets ». Il fournissait aussi de la littérature clandestine sortie du double fond de sa charrette auquel il accédait par une trappe. Averti, le client cachait rapidement le journal. Il fallait être prudent car il y avait déjà des dénonciateurs.

Cette période vit aussi se dérouler des événements plus graves et lourds de conséquences pour ceux, qui en furent les victimes. Le lundi 11 septembre 1939, plus de 200 soldats allemands ont déserté et passé notre frontière. Ils furent escortés par nos militaires en armes jusqu'au camp de Beverloo pour y être internés.

Par la suite, d'autres vinrent les y rejoindre. Par contre, ceux qui étaient porteurs de littérature anti nazie étaient reconduits à la frontière et remis aux



Louis Drugmand

autorités militaires allemandes. On n'ose penser à ce qu'il en advint une fois qu'ils furent de nouveau aux mains de Hitlériens. Par la suite, plusieurs de ces déserteurs, instruits par les expériences malheureuses de ceux qui en toute bonne foi, s'étaient remis aux mains de notre gendarmerie, se glissèrent à l'intérieur du pays et furent pris en charge par des personnes ou organisations conscientes de la nécessité de les cacher. Edouard Verdin, militant communiste qui habitait Ry Oursel à Marcinelle connaissait l'allemand . Il en hébergea plusieurs et les répartit ensuite dans les familles marcinelloises. Durant la guerre, Verdin rejoignit les Partisans Armés où il devint instructeur dans le secteur de la presse clandestine. Il faisait partie du groupe armé « Valentin Tinclair ». Le 24 juin 1942, il fut arrêté à son domicile et déporté au camp de Mauthausen où il mourut le 19 novembre de la même année. Il faut aussi souligner que le drapeau de la section communiste de Marcinelle*** conservé très longtemps chez le camarade Marcel Bagnet, était surmonté de la faucille et du marteau en cuivre façonnés par Verdin, le métallurgiste.

- 1. JGS : Jeunes Gardes Socialistes
- 2. Louis Drugmand fut conseiller communal communiste à Souvret
- 3. Le Drapeau fait actuellement partie de la riche collection de l'asbl Le Progrès.

Roger Nicolas

ACTUALITÉ

Gaz russe : le géant allemand Uniper au bord du gouffre, l'Europe doit faire des réserves et diversifier son approvisionnement



C'est la chronique d'une pénurie annoncée. Peu à peu, la Russie referme les vannes qui approvisionnent l'Europe en gaz. Motif avancé : la force majeure. Gazprom évite ainsi de devoir payer des indemnités.

Cette diminution déjà réelle des livraisons de gaz russe met dès aujourd'hui une entreprise en grande difficulté : Uniper, qui importe et stocke le gaz. Le géant allemand de l'énergie manque de liquidités pour fonctionner. Vu les interruptions d'approvisionnement en provenance de Russie, il a fallu acheter du gaz au prix fort sur les marchés et les caisses d'Uniper sont vides. La faillite guette, et avec elle peut-être une cascade d'autres, à la «Lehman Brothers»...

L'Europe contemple cette débâcle avec inquiétude. Sa dépendance à l'égard du gaz russe fait craindre pour l'hiver prochain. Alors, il existe deux pistes de sauvetage, toutes deux insuffisantes : réduire sa consommation et stocker dès maintenant, et puis aller chercher ailleurs du gaz, plus loin que la Russie, en Norvège, en Algérie, en Azerbaïdjan ou dans le Golfe. Tout cela pendant que l'Europe suffoque ou est la proie des incendies...

Force majeure

Cela fait des mois que les livraisons de gaz russes sont instables. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine fin février. Mais l'envoi en réparation au Canada d'une turbine du gazoduc Nordstream 1 a aggravé les problèmes. Les sanctions empêchent le retour de la pièce directement en Russie, d'où part le gaz.

L'Allemagne, où arrive le gaz naturel ensuite distribué ailleurs en Europe, a obtenu de la réceptionner afin de l'envoyer dans un deuxième temps en Russie. Premier retard car la turbine n'est toujours pas arrivée à destination.

Mais une maintenance de routine de Nordstream 1 provoque un second retard. En tout cas selon Gazprom qui invoque la «force majeure» pour justifier des problèmes de livraison vers l'Europe.

Dans un courrier, daté de jeudi, l'entreprise indique ne pas pouvoir assurer ses obligations en raison de circonstances «extraordinaires». Les opérations de maintenance ont bon dos. Il faudra voir si le gazoduc pourra redémarrer comme prévu ce jeudi ou au contraire si le chantage russe monte dans les tours.

En opposant la force majeure à sa clientèle, le géant russe qui jouit d'un monopole sur les exportations nationales par gazoduc entend éviter de devoir verser des compensations pour défaut d'approvisionnement.

La Russie prétexte donc un motif technique pour ne pas reprendre ses livraisons et ainsi faire pression sur les Occidentaux dans le contexte de la guerre en Ukraine et des sanctions prises envers la Russie.

Uniper, un géant menacé par la faillite



Le courrier a été notamment envoyé à Uniper, le premier importateur et stockeur de gaz en Allemagne. Uniper, c'est plus de 11.000 employés, un géant issu de la scission en 2016 des activités fossiles d'E.ON, coté en Bourse à Francfort, détenu majoritairement par un groupe finlandais et actif surtout en Allemagne et en France.

La filiale Gazprom Export invoque la force majeure avec effet rétroactif pour justifier les manquements passés et présents en approvisionnement. Une formulation que l'entreprise allemande réprovoque. Cette nouvelle la met en effet dans une très mauvaise posture. Avec les interruptions continues d'approvisionnement en gaz russe, Uniper a perdu beaucoup d'argent. Pour honorer ses contrats de livraisons, l'entreprise a dû acheter du gaz sur le marché où les prix ont explosé.

Et donc le groupe perd des «dizaines de millions d'euros» chaque jour, avait prévenu récemment son PDG, Klaus-Dieter Maubach. Pour parer au plus pressé, Uniper a demandé à être renfloué par les pouvoirs publics. Elle a déjà reçu une ligne de crédit de 2 milliards d'euros de la banque publique allemande KfW, mais cette avance est aujourd'hui épuisée. Des discussions continuent en vue d'une entrée de l'Etat au capital à hauteur de 25 voire 30% du capital.

Mais les négociations coïncident entre le gouvernement allemand et l'actionnaire majoritaire de Uniper, Fortum, détenu à environ 51% par l'Etat finlandais. Berlin souhaiterait que Fortum participe lui aussi au plan de sauvetage, mais Fortum dit avoir déjà allongé 8 milliards d'euros et les Finlandais préfèrent une restructuration pour placer les activités à

risque dans une société propriété du gouvernement allemand. Une décision est attendue avant la fin du mois. Les jours qui viennent seront décisifs.

Faudra-t-il sauver les fournisseurs du gaz, comme les banques l'avaient été après la crise financière de 2008 ? Si Uniper était précipitée à la faillite, on craint en Allemagne des faillites en cascade comparables à un «Lehman Brothers» de l'énergie. Une catastrophe pour l'Allemagne avec peut-être des répercussions au niveau européen.

L'Europe tente de stocker et de trouver des fournisseurs autres que la Russie

La saga Uniper n'est sans doute que la partie émergée de l'iceberg. C'est tout l'approvisionnement en gaz de l'Europe qui est pris en otage. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a encouragé les pays européens à «tout faire» pour diminuer leur consommation de gaz afin d'éviter un «hiver rude».

Première piste : le gaz livré mais non consommé pourrait ainsi être stocké pour les prochains mois. «Si des mesures ne sont pas prises maintenant, l'Europe se trouvera en position de vulnérabilité et sera bientôt forcée d'imposer des réductions drastiques», a prévenu le directeur de l'Agence, Fatih Birol, qui a souligné la nécessité de se montrer solidaires entre pays européens pour faire face à la crise énergétique.

Dès demain, mercredi, la Commission européenne dévoilera son agenda pour sortir de la crise énergétique. Il faut s'attendre à un dispositif assez contraignant de réduction de la consommation: la Commission proposera les quotas, les Etats-membres décideront de les appliquer à la majorité qualifiée.

Une solution qui a ses limites, car économiser pendant l'été ne permet pas de tenir tout l'hiver. Et on voit par exemple déjà qu'Uniper puise dans les réserves stratégiques allemandes ce qui bloque le remplissage des stocks nationaux avant l'hiver.



Reste l'autre option : diversifier ses fournisseurs. L'Europe est donc partie faire son shopping.

Pour l'aider, la semaine dernière, le président américain Joe Biden était en Arabie saoudite pour tenter d'obtenir un relèvement de la production pétrolière de manière à juguler la hausse des prix de l'énergie.

Les Européens mettent également une partie de leurs espoirs vers une hausse de la production de gaz en Norvège qui explore de nouveaux champs pétrolifères et gaziers en mer.

L'Europe tourne aussi son regard vers l'Azerbaïdjan où la présidente de la Commission Ursula von der Leyen était en mission. Bakou livre déjà depuis des décennies son gaz à l'Europe et l'Union souhaite doubler les importations en quelques années.

Mario Draghi était lundi en Algérie AFP

Le Premier ministre italien Mario Draghi était lundi en Algérie pour sceller des accords en vue d'accroître les livraisons de gaz algérien à Rome. L'Algérie est devenue ces derniers mois son premier fournisseur en gaz après avoir été longtemps devancée par la Russie d'où provenaient 45% des importations gazières de la péninsule. L'Algérie va augmenter ses livraisons de gaz à l'Italie, en exportant quelque 4 milliards de m³ supplémentaires dans les prochains jours. L'italien ENI gère avec le géant algérien des hydrocarbures Sonatrach le gazoduc TransMed qui relie le pays à l'Italie, via la Tunisie.

Le président des Émirats arabes unis, l'un des plus importants exportateurs de pétrole, Mohammed ben Zayed est en visite en France depuis lundi. Le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck, était au Qatar en mars.

Mais ici aussi, cette recherche risque de ne pas rapporter assez de gaz si jamais les pipelines venant de Russie étaient tout à fait fermés.

Et surtout, ce type de solution reste un problème au regard des engagements pris par les pays européens de réduire leur dépendance aux énergies fossiles pour espérer inverser le changement climatique, comme promis en novembre dernier à la COP26 de Glasgow de réduire les émissions de gaz à effet de serre à un niveau net de zéro d'ici à 2050. La sécheresse, la chaleur, les incendies, les effondrements de glaciers dans les Alpes sont là pour rappeler l'urgence.

**Par Jean-François Herbecq
Extrait de RTBF.be**

Les pays européens sont les dupes du conflit ukrainien

En géopolitique, l'UE ne vaut pas un clou ! On ne devient pas une puissance géopolitique de référence lorsque l'inconséquence de ses actes contribue à nourrir une immense crise alimentaire risquant d'affamer 1,7 milliard d'individus (1), parmi les plus pauvres du monde.

Impatients de renoncer aux combustibles russes pour asphyxier le Kremlin, les pays européens, bellicistes mais pas combattants, ont improvisé, dans la précipitation, des solutions de rechange... calamiteuses. Le remède s'avère pire que le mal

Depuis l'invasion de l'Ukraine, les sanctions européennes contre la Russie ont provoqué une hausse brutale des prix du gaz, du pétrole, des céréales. Et déclenché une bataille mondiale pour l'accès aux énergies et aux céréales.

Pour nos achats en énergies fossiles, nous sommes passés du Charybde de l'ogre russe dans le Scylla d'autres autocraties, tout aussi pernicieuses, et bien plus onéreuses. Un tiers de nos échanges internationaux énergétiques s'effectuent maintenant, non plus à la faveur de contrats à long terme, mais au comptant : le plus offrant remporte la cargaison. Résultat : le prix du gaz en Europe plane sept fois plus haut qu'un an plus tôt... et la Russie vend aujourd'hui sept fois plus cher son gaz.

En quoi défendons-nous mieux nos «valeurs démocratiques» en faisant la nique à un régime qui martyrise 44 millions d'Ukrainiens pour passer dans les bras de régimes monarchiques absolus qui méprisent la moitié de l'humanité : les femmes ?

Ce fut une image pittoresque de voir, le dos courbé, le ministre de l'économie et du climat allemand Robert Habeck s'incliner respectueusement devant le cheikh qatari Tamim Ben Hamad Al-Thani. Si M. Habeck marque ainsi sa déférence vis-à-vis d'un défenseur des droits humains aussi irréprochable



que l'émir du Qatar, avant de faire courbette, le lendemain, devant celui des Émirats arabes unis, c'est pour acheter de l'énergie climatiquement peu correcte : du gaz naturel liquéfié (GNL) susceptible de remplacer le gaz russe qui propulsait jusque-là l'économie allemande.

Des courbettes et des salamalecs pour acheter du pétrole à des pays (notamment l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis) que nous accusons régulièrement de crimes de guerre (plus de 3 000 civils tués) au Yémen dans leurs tentatives sanglantes pour mater la rébellion houtiste. On quitte les bras d'un criminel de guerre pour se jeter dans les bras d'autres criminels de guerre.

La picaresque «diplomatie des valeurs» européennes, les justifications morales apportées par l'exécutif européen pour diversifier ses approvisionnements, comme les ronds de jambe de M. Habeck au Proche Orient inspirent une certaine hilarité dans l'hémisphère sud.

En outre, en acceptant le hara-kiri énergétique que nous a proposé Mme von der Leyen, l'exécutif européen, propagandiste de l'interventionnisme occidental dans des «guerres justes», a choisi de sanctionner les populations du Vieux Continent, en particulier celles aux niveaux de vie les plus modestes (environ 100 millions de citoyens dans l'UE) ainsi que les populations les plus pauvres du «reste du monde» qui sont confrontés au spectre des pénuries et de la famine.

Et ce privilège d'un suicide honorable s'accompagne pourtant d'une hypocrisie intellectuelle : les dirigeants européens essaient par tous les moyens de propagande d'instiller l'idée qu'ils coupent les vivres à la Russie, qu'ils privent le régime de Poutine de ressources financières vitales : eh bien, c'est tout simplement faux.

Le boycott de Moscou ne fait même pas mal au régime de Poutine qui vend le même volume de ressources énergétiques (non plus tant aux Européens mais au «reste du monde») à des prix du marché devenus nettement plus élevés depuis les sanctions européennes. Nous n'avons pas gagné la guerre de l'énergie et en tout cas la Russie ne l'a assurément pas perdue. Et nous n'allons probablement pas gagner la guerre alimentaire.

Les seuls dindons de la farce sont les contribuables européens. L'idéologie des patriciens aux commandes des instances européennes se paie avec la souffrance (les privations, la sueur, les larmes) des plébéiens. Evidemment, nos grands manitous ne surveillent pas cette cocotte-minute fumante que sont les populations précarisées de l'UE. Et leur manque du sens de la «realpolitik» se paie au prix

d'une inflation socialement toxique, d'un ralentissement économique potentiellement catastrophique, de nouvelles allégeances diplomatiques. Les Etats-Unis, eux, se frottent les mains...

Otan : nouveau sommet, nouveau concept, nouveaux dangers

Il faut tirer la sonnette d'alarme face au nouveau concept stratégique de l'Otan approuvé au récent sommet à Madrid. Cette évolution représente un danger pour la paix et la stabilité internationales.

Une carte blanche de Martin Maréchal, co-président de la CNAPD (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie)

Le mercredi 29 juin 2022, lors de son Sommet à Madrid, l'Otan a adopté un nouveau concept stratégique qui définira sa politique pour la décennie à venir. Ce nouveau document, servant de base pour l'orientation politique et militaire de l'alliance atlantique, contient de nouveaux éléments extrêmement problématiques et dangereux pour le maintien de la paix et de la stabilité internationales. Les déclarations des dirigeants accompagnant ce nouveau concept ne sont pas plus rassurantes et s'éloignent toujours plus de l'édification d'un système international réellement basé sur le multilatéralisme, le dialogue et la sécurité collective. Une analyse long-terme et une réflexion critique sur l'alliance atlantique est plus que nécessaire dans le champ démocratique belge, que ce soit au niveau de ses évolutions ou de ses interventions militaires.

Une organisation qui perpétue les rapports de force et de domination

Si, le communiqué du Sommet 2021 et le rapport «Otan 2030 : Unis pour une nouvelle ère» pouvaient donner des indications sur les nouvelles tournures que désirait prendre l'alliance, nos craintes se confirment avec la sortie de ce nouveau concept stratégique. Les évolutions de l'Otan sont diverses et majeures : l'intégration de l'espace, l'espace cyber et les attaques hybrides au champ d'application de son article 5 lié à sa défense territoriale, un renforcement de sa posture de dissuasion et de défense, la lutte contre le terrorisme comme partie intégrante à ses tâches transversales, la poursuite de (nouvelles) politiques offensives et militaristes, etc. Une nouvelle fois, l'adoption de ce nouveau concept stratégique permet à l'alliance atlantique d'outrepasser son mandat initial de défense collective, en élargissant son champ d'intervention et en s'octroyant des



compétences toujours plus éloignées de son Traité fondateur. Pourtant, l'adoption des anciens concepts et les opérations militaires s'y rapportant, ont déjà démontré la dangerosité de tels approfondissements pour le maintien de la paix internationale et plus largement encore, l'inutilité et l'inefficacité de faire la guerre pour avoir la paix. Si d'emblée, le nouveau concept mentionne que «l'Alliance a une vocation défensive», une analyse plus détaillée et approfondie du concept et des déclarations qui l'entourent¹ démontre la mise en place de renforcements offensifs majeurs qui n'auront que pour effet d'alimenter le cercle vicieux de la militarisation et de renforcer le niveau de conflictualité et d'insécurité mondiale.

Dé légitimation de l'Onu



Au fil du temps, l'Otan s'est petit à petit construit son propre discours légitimateur en se présentant comme une institution indispensable à la sécurité en Europe et plus généralement à la sécurité internationale, se substituant ainsi aux Nations Unies. Même si, dans son nouveau concept, l'Otan énonce rester «résolument attachée aux buts et principes de la Charte des Nations Unies», l'alliance supprime un passage pourtant essentiel suivant lequel l'Otan af-

firmait : « la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales »

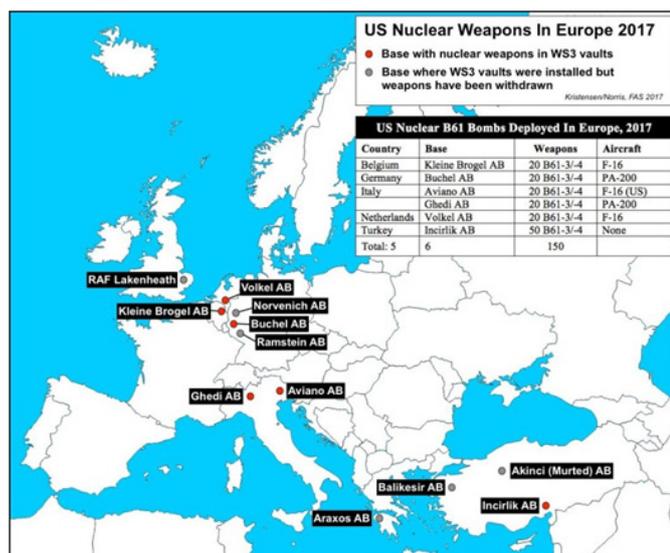
Par ce geste, l'Otan montre une volonté de plus en plus prononcée de s'affranchir des règles de droit international pour conserver sa liberté de décision et d'action. En même temps, l'alliance mentionne vouloir travailler «en étroite collaboration (...)» avec les Nations Unies et annonce sa détermination à «répondre à toute menace pour sa sécurité comme et quand elle l'entendra, dans le milieu de son choix, en utilisant des outils militaires et non militaires de façon proportionnée, cohérente et intégrée». Il est pourtant de la responsabilité du Conseil de sécurité des Nations Unies de décider du type de mesures, coercitives ou non, à mettre en place afin de conserver la stabilité internationale. Il paraît dès lors primordial de rappeler que les Nations Unies sont la seule organisation multilatérale, à visée universelle, qui peut prétendre être gardienne de la paix et la sécurité internationales. Toute autre organisation, quelle que soit sa nature et sa portée géographique, doit y être entièrement subordonnée, sous peine de saper le travail pour la paix et à la stabilité.

Frein au désarmement nucléaire

Alors que les négociations internationales battent leur plein pour parvenir à une élimination totale des armes nucléaires

, l'alliance annonce renforcer sa posture de dissuasion et de défense, identifiée comme «clé de voûte de son engagement pour la défense mutuelle». Elle explique ainsi que la dissuasion, et donc la «sécurité de ses membres», est in fine assurée par les armes nucléaires. Elle poursuit, en énonçant que, «tant qu'il y aura des armes nucléaires, l'Otan restera une alliance nucléaire», faisant fi des accords mondiaux de désarmement.

Par ces déclarations, l'alliance néglige le caractère immoral (et désormais illégal)



des armes nucléaires et envoie le signal que posséder de telles armes fait partie d'une politique de sécurité. Ces déclarations violent l'esprit et la lettre du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP), pourtant ratifié par les trois puissances nucléaires de l'Otan, qui préconise de réduire la place des armes nucléaires dans les stratégies de sécurité. Tout en mentionnant son attachement au TNP comme «le principal rempart contre la dissémination des armes nucléaires», elle omet de mentionner les violations qu'elle commet à son encontre : le déploiement réaffirmé d'armes nucléaires étatsuniennes en Europe (stationnées notamment en Belgique, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie) ou encore le blocage des négociations en vue de parvenir à un désarmement nucléaire mondial. Or, ce regain d'intérêt de l'alliance pour les armes nucléaires débouchera sans aucun doute sur une escalade et sur des politiques inutiles et onéreuses d'entretien et de modernisation des arsenaux nucléaires. Pourtant, seule, l'élimination des armes nucléaires, via la ratification étendue du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), permettra de se débarrasser de la menace existentielle que font peser ces armes sur l'humanité.

La Belgique doit se distancier de cette pensée Otan.

Il est grand temps que nos gouvernants s'unissent et orientent leurs efforts vers la construction d'une nouvelle architecture de sécurité commune en Europe, parfaitement politique, démocratique, et indépendante, qui soit basée sur la coopération, sur le dialogue multilatéral et sur le respect strict du droit international, du droit international humanitaire et des droits humains. Il en va de l'intérêt de la Belgique et de l'Europe. Soumise depuis trop longtemps aux cadres de pensée de l'Otan, la Belgique doit s'en distancier. Au niveau national, les budgets militaires doivent être réduits pour être reversés au profit des secteurs sociaux frappés, depuis trop longtemps,

de plein fouet par les coupes budgétaires. Au niveau international, des moyens doivent être alloués aux Nations Unies pour qu'elle puisse réaliser ses objectifs de paix et de sécurité et disposer d'une réelle possibilité d'action sur les questions d'importance mondiale, nécessitant des réponses mondiales telles que le changement climatique, les phénomènes migratoires ou encore l'accès universel aux systèmes de protection sociale, de santé et d'éducation.

Les pontes de l'exécutif européen n'avaient pas prévu que l'Arabie saoudite pouvait ignorer nos demandes répétées d'augmenter la production pétrolière du royaume afin de pallier l'embargo contre la Russie. Personne n'avait pensé que le régime saoudien considérerait sa relation avec le régime poutinien comme stratégique (depuis que la création de l'OPEP+ en 2016, qui associe Moscou aux négociations sur le niveau de production de pétrole s'est traduite par une coordination très fructueuse entre la Russie et l'Arabie saoudite).

Les dirigeants européens ont beau jeu de dire qu'ils ne financent plus l'effort de guerre russe, d'autres le font à leur place : l'embargo européen sur le pétrole et les céréales russes a fait pschitt en un rien de temps ! Face aux sanctions, le Kremlin a réorienté très vite le commerce des hydrocarbures vers l'Asie. Ce qui fait les affaires des coquins. Depuis l'invasion russe, les importations de pétrole russe de Pékin et New Delhi ont bondi. Et pourvue d'importantes capacités de raffinage, l'Inde a les moyens de transformer du brut russe en gazole pour le revendre à l'Europe avec une marge confortable (2). La géopolitique des sanctions empreinte parfois d'étranges chemins...que Mme von der Leyen préfère taire.

Le plus piquant dans l'histoire, c'est que depuis l'invasion russe, l'hydrocarbure le plus polluant (le charbon) connaît un formidable retour en grâce. Face à la crise énergétique, la consommation mondiale explose au point que les géants miniers peinent à satisfaire la demande (3). Une splendide négation de la transition vers les énergies dites «vertes» : un autre résultat du triomphe de l'émo-



tionnel sur le rationnel, dans l'exécutif européen. Les grands pontifes de la Commission, du Parlement et du Conseil de l'Europe n'ont pas non plus pris le temps d'examiner les caractéristiques du commerce mondial de blé, céréale consommée depuis l'Antiquité, par la quasi-totalité de l'humanité sous différentes formes d'aliments essentiels. Du coup ils n'avaient pas prévu l'inflation concernant les céréales suite au boycottage de la Russie (1er exportateur mondial de blé) et, par effet boule de neige, le risque de faire basculer plus d'un cinquième de l'humanité du Sud dans la pauvreté, le dénuement et la faim (4).

Carl-Alexandre Robyn
Ingénieur-conseil financier, fondateur du Cabinet d'expertise Valoro

Extrait de Trends-Tendances

(1) Source : chiffre cité dans «Situation alimentaire mondiale», bulletin du 08 mai 2022, www.fao.org

(2) Emily Schmall et Stanley Reed, «India finds Russian oil an irresistible deal, no matter the diplomatic pressure», *The New York Times*, 4 mai 2022.

(3) Will Wade et Stephen Stapczynski, «Russia's war is turbocharging the world's addiction to coal», *Bloomberg*, 25 avril 2022.

(4) Selon un document de la FAO, quarante-cinq pays africains et pays les moins avancés sont concernés par cette menace, dont dix-huit dépendant à plus de 50 % de l'Ukraine ou de la Russie pour leurs importations de blé (l'Érythrée, la Mauritanie, la Somalie et la Tanzanie en dépendent à 100 %). En Afrique subsaharienne, 30 % du blé consommé provient ainsi de Russie et d'Ukraine. L'Égypte, premier acheteur mondial de blé, dépend à 61 % de la Russie et à 23 % de l'Ukraine pour ses importations de blé.

Ukraine: d'où vient l'argumentaire de la Russie sur les «nazis ukrainiens»?

Depuis le début de l'invasion Russe en Ukraine, la Russie justifie son "opération militaire spéciale" par sa volonté de "dénazifier" le pays.

Mais où sont les nazis que veulent exterminer les Russes? Alors que le monde entier est encore sous le choc du massacre découvert à Boutcha après le retrait des troupes russes, Moscou nie son implication et accuse l'"Ukraine nazie".

Selon la chaîne d'État Pierviy Kanal, les victimes trouvées dans les régions de Kiev ont été "victimes d'une provocation flagrante de la part de nazis ukrainiens". Des "nazis" que l'armée russe dit traquer depuis le 24 février, date du début de l'invasion. Car

c'est bien là l'argument du Kremlin pour justifier son "opération militaire spéciale": la "dénazification" du pays. Dans une lettre ouverte publiée le 5 avril, le Premier ministre russe Dmitri Medvedev appelle même à sa "désukrainisation".

Pour cela, l'argumentaire de Vladimir Poutine repose sur deux piliers: l'histoire du pays pendant la Seconde Guerre mondiale et le controversé régiment Azov.

L'héritage de la Seconde Guerre mondiale

Retournons 80 ans en arrière, dans les années 40 en pleine Seconde guerre mondiale. C'est à cette période, en 1941, que s'impose l'une des figures les plus importantes de l'histoire de l'Ukraine: Stepan Bandera. Comme le rappelle *Le Figaro*, le 30 juin 1941, son parti, l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) proclame la formation d'un État



ukrainien en ces termes:

"L'État ukrainien nouvellement formé coopérera étroitement avec la Grande Allemagne nationale-socialiste qui, sous la direction de son chef Adolf Hitler, crée un nouvel ordre en Europe et dans le monde et aide les Ukrainiens à se libérer de l'occupation moscovite".

Avec lui débutera une étroite collaboration entre l'Allemagne nazie et une partie de la population ukrainienne. C'est à cette époque-là que "de nombreux anti-juifs" vont "collaborer volontairement avec les nazis" et perpétrer des massacres dès juillet 1941, rappelle pour *Le Figaro* l'historien spécialiste du monde postsoviétique Pierre Lorrain. Ils vont ainsi intégrer des divisions SS et créer des milices pour aider au génocide, le comble de l'horreur se déroulant au ravin de Babi Yar, dans le nord de Kiev, où plus de 30.000 juifs seront abattus. Plus de 200.000 Ukrainiens collaboraient avec les nazis en 1944, selon le spécialiste américain de la Shoah Mordecai Paldiel.

Vladimir Poutine reprend aujourd'hui ces faits historiques comme base de son argumentaire pour justifier l'invasion.

Stepan Bandera toujours célébré en Ukraine



Mais peut-il vraiment justifier l'attaque d'un pays par ce qu'il s'y est passé il y a plus de 80 ans? Qu'en est-il aujourd'hui de cet héritage collaborationniste?

Encore de nos jours, des milliers d'Ukrainiens célèbrent toujours la figure de Stepan Bandera tous les 1er janvier, date de son anniversaire, note Le Point et défilent chaque 28 avril pour rendre hommage aux combattants de la division SS "Galicie", relève Le Monde Diplomatique. En 2010, il est même désigné, dans la controverse, "héros de la nation", "pour l'invincibilité de l'esprit dans la poursuite de l'idée nationale, l'héroïsme et le sacrifice dans le combat pour l'indépendance de l'État ukrainien", rappelle L'Obs.

Toutefois, pour Adrien Nonjon, chercheur à l'Inalco, spécialiste de l'Ukraine et de l'extrême droite postsoviétique, "il ne faut pas regarder cela avec nos yeux d'Occidentaux" et reconstituer: "La population célèbre cette nation ukrainienne qui s'est toujours battue pour sa survie et son indépendance", explique-t-il au Figaro.

Stepan Bandera, en voulant sortir de l'emprise de l'URSS, s'est tourné vers l'Allemagne, espérant pouvoir ainsi créer une Ukraine indépendante. Comme le rappelle le Point, cette volonté de liberté n'était toutefois pas au goût d'Hitler qui l'enferma trois ans à Sachsenhausen en Allemagne. Il le libéra en 1944 contre la promesse de prendre la tête d'un conseil de libération ukrainien voué à retarder l'avancée des Soviétiques. Mais, en Ukraine, tout l'est du pays rejeta sa tutelle. Après cela, il passa le reste de vie dans la clandestinité en Allemagne avant d'être assassiné par le KGB en 1959.

"Il faut comprendre que l'Ukraine est une jeune nation qui n'a jamais eu l'occasion de se construire sur le long terme au niveau de l'histoire, de la culture de la mémoire, explique Adrien Nonjon. En réponse à

une agression, ils invoquent des symboles forts de la nation ukrainienne et ils le font avec les figures qu'ils ont".

Pour le philosophe Philippe de Lara, spécialiste des totalitarismes ? cité par L'Obs, le culte de Bandera "est à rapprocher de celui voué à Robespierre par une partie de la gauche française". "Il est célébré pour le rôle important qu'il a joué dans la libération de son pays. Cela ne l'exonère pas des crimes commis. Cela ne fait pas non plus de ses admirateurs des nazis".

Le bataillon Azov au cœur de la guerre de propagande du Kremlin

Mais la cible privilégiée de la Russie reste le régiment Azov, qu'elle accuse de la plupart des maux qui lui sont précisément reprochés par la communauté internationale. Alors que la première version du Kremlin sur Boutcha était que les images du carnage étaient fausses et un coup monté de l'Ukraine, Moscou a revu sa copie face aux preuves apportées par les images satellites: finalement les civils ont bien été massacrés, mais par l'armée ukrainienne, plus précisément par le bataillon Azov.

Milice néonazie pour les uns, héros ukrainiens pour les autres: le régiment Azov, retranché dans Marioupol assiégée, est au cœur d'une guerre de propagande entre Kiev et la Russie. Les réseaux sociaux prorusses - à commencer par les comptes Twitter des ambassades de Russie à Paris ou Londres - bruissent de témoignages et commentaires sur les atrocités supposées de ce régiment, présenté comme "fasciste" ou "nazi".

Le 10 mars, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavov a justifié le bombardement d'une maternité à Marioupol, qui a choqué le monde entier, par la présence selon lui dans le bâtiment du "bataillon Azov et d'autres radicaux".

Une vraie milice fasciste qui s'est "dé-idéologisée"

Depuis sa création en 2014, au début de la guerre contre les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, le bataillon, intégré depuis à la Garde nationale - qui relève du ministère ukrainien de l'Intérieur - alimente tous les fantasmes.

Fondé par des militants d'extrême droite, dont Andriï Biletsky, issu de l'organisation paramilitaire Patriotes d'Ukraine, il recrute au départ des volontaires et arbore des emblèmes, comme le "Wolfsangel" (crochet de loup), rappelant ceux de la division SS Das Reich.

"En 2014, ce bataillon avait effectivement un fond d'extrême droite. Mais le régiment s'est ensuite 'dé-idéologisé', il est devenu une unité régulière",

explique Andreas Umland, expert au Stockholm Centre for Eastern European Studies. "Ceux qui le rejoignent n'y vont pas par idéologie, mais parce qu'il a la réputation d'être une unité combattante particulièrement tenace", dit-il à l'AFP.

Le régiment, fort de 2000 à 3000 hommes selon son estimation, a aussi gardé le même emblème, en mémoire de la victoire de Marioupol de 2014, semant la confusion sur ses liens avec son passé. Mais en Ukraine, ce symbole n'a "pas la connotation d'un symbole fasciste", relève Andreas Umland. Et pour les Ukrainiens, "ce sont des combattants héroïques comme les autres", renchérit Viatcheslav Likhatchev.

Cette formation, qui tire son nom de la mer d'Azov baignant le port de Marioupol, a forgé sa légende en participant à la reconquête de cette cité portuaire stratégique face aux séparatistes, soutenus par les Russes, en juin 2014. Huit ans plus tard, elle se retrouve dans le même face-à-face à Marioupol, pilonnée sans relâche et coupée du monde, où Vladimir Poutine entend bien signer la première grande victoire de son "opération militaire spéciale" après des débuts pour le moins difficiles.

"Comment pourrais-je être nazi?"

Et justifier son objectif de "dénazification" de l'Ukraine, la propagande russe qualifiant les dirigeants ukrainiens, y compris le président Volodymyr Zelensky, de "néonazis" et de "drogués".

Pourtant, comme il l'a rappelé avant l'invasion, le président ukrainien est d'origine juive: "Comment pourrais-je être nazi? Expliquez-le à mon grand-père, qui a traversé toute la Seconde Guerre mondiale dans l'infanterie de l'armée soviétique". Les trois frères de son grand-père ont d'ailleurs été tués durant la Shoah, rappelle L'Obs.

Enfin, d'un point de vue politique, les urnes ukrainiennes n'ont jamais donné la part belle à l'extrême droite. En 2019, le programme anticorruption, de rupture avec les élites politiques et ouvert sur l'Europe de Volodymyr Zelensky, a obtenu 73 % des suffrages. Le parti d'extrême droite Svoboda a récolté seulement 1,6%. En 2014, alors que la Crimée était annexée par la Russie, les deux partis d'extrême droite n'avaient pas atteint les 2% à eux deux.

Mais pour Vladimir Poutine, brandir la menace nazie semble la solution la plus simple, car, comme le note Sergei Fediunin, politiste à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) à Paris, "le mot 'nazisme' ou 'fascisme' renvoie, dans le contexte russe, à la figure du Mal absolu avec lequel on ne peut pas négocier: on ne peut que le

combattre et chercher à l'éradiquer".

Par Claire Terve
Extrait du HuffPost

NOTRE HISTOIRE

Qui était « Louis Tayenne » ?

En février 1997 à Dampremy naissait le Cercle Louis Tayenne dans le but de restituer au peuple ce que l'on a pu sauver de sa mémoire par des exposés, des colloques, des publications, des expositions, ... dans le cadre d'une activité d'éducation permanente prenant tout naturellement sa place dans l'association régionale « Le Progrès ».

Pourquoi, ce nom de Louis Tayenne ?

Parce qu'il a une signification symbolique. Il s'agit d'un ouvrier de Marchienne-au-Pont qui a été tué par les forces de l'ordre lors de la grève de 1932. Ce nom rappelle les journées terribles de cette grève et évoque les durs affrontements des luttes ouvrières dans le pays de Charleroi. Au cours de l'été 1932, les travailleurs vont se mettre en grève refusant la misère noire avec la même détermination que ceux qui s'étaient soulevés à la fin du siècle précédent.

Citons ici Michel Hannotte (Mineurs en lutte, P. 91)

« ... Le Parti communiste sent bien le climat social et est déterminé à appliquer une politique révolutionnaire face à la situation tout à fait exceptionnelle du moment.

Les événements vont confirmer la justesse de son appréciation sur la possibilité et l'opportunité de faire grève en période de crise.

Ils sont l'occasion et l'origine d'une croissance organisationnelle et d'une implantation dans la classe ouvrière qui va se poursuivre durant une quinzaine d'années pour atteindre son maximum historique après la guerre et la participation prépondérante à la résistance, aux élections de 1946 ... »

Et effectivement, la grève va avoir un impact important sur le développement du Parti communiste. Le nombre des membres passe de 111 à 481 à Charleroi. Les élections de 1929 sont un gros succès pour le Parti communiste. Il obtient par exemple 17 % des voix dans le canton de Jumet.

Henri Glineur qui était incarcéré depuis la grève est enfin libéré grâce à son élection comme député de Charleroi. Le Parti communiste sérieusement renforcé incorpore dans ses rangs des militants courageux

et dynamiques que l'on va retrouver ultérieurement dans toutes les luttes ouvrières, la grève de 1936, l'aide à l'Espagne républicaine et la résistance aux nazis.

C'est au cours de violentes confrontations entre grévistes et forces de l'ordre que le jeune ouvrier Louis Tayenne perdit la vie le 10 juillet 1932.

Georges Glineur participait à cette manifestation. Il avait 22 ans à l'époque. Il a raconté les circonstances de la mort de Louis Tayenne dans l'émission, « Inédits 80E700, André Huet, RTBF, 7 mars 1981) :

« Le 10 juillet 1932, des organisations spontanées dans le bassin de Charleroi, je dis spontanées, parce que les organisations syndicales n'avaient pas encore reconnu la grève et que les dirigeants de ces organisations syndicales étaient plutôt opposés à celle-ci.

Alors de ce fait s'organisaient des manifestations spontanées de grévistes pour aller arrêter les entreprises qui se trouvaient encore en activité .

A un certain moment, près de la Maison du Peuple de Roux, au carrefour de la Lorraine, il y eut un heurt plus dur et la gendarmerie tira. Les coups de feu éclatèrent et Tayenne tomba mortellement blessé. »

Avez-vous vu tomber Louis Tayenne ?



« Oui, je l'ai vu. Je suis passé devant son corps étendu terre sur un tas de pavés près de la Maison du peuple. »

L'organe mensuel de la section belge du Secours Rouge International « Au Secours ! » consacre en juillet 32 un long article aux obèques de Tayenne.

Rappelons en quelques extraits : « ... les travailleurs s'apprêtaient à reconduire leur frère

tombé « au champ d'honneur » lorsqu'ils apprirent avec indignation que la Centrale socialiste et les organisations P.O.B.istes du Pays Noir déconseillaient de suivre l'enterrement et que le Journal de Charleroi annonçait que l'enterrement public était interdit ».

« ... A ces manœuvres, la population répondit. Plus de 6 000 travailleurs se pressaient près de la maison mortuaire ».

« ... Un seul discours fut prononcé par notre cama-

rade Lejour au nom du Secours Rouge International. Rappelant les heures de lutte que la classe ouvrière traverse, montrant le rôle vaillant qu'avait joué dans cette lutte Louis Tayenne, le représentant du S.R .I. annonça que le Secours Rouge International soutiendrait de toutes ses forces toutes les victimes de la répression.

Il opposa la force imposante de cette journée où la classe ouvrière – maîtresse de la rue, non provoquée par la gendarmerie – avait voulu, malgré les autorités, rendre un suprême hommage au frère de lutte tombé, aux journées sanglantes de lutte et des barricades où la classe ouvrière avait été provoquée... »

Un an plus tard, le 9 juillet 1933, à l'initiative du secours rouge International, une manifestation est organisée à Marchienne-au-Pont pour commémorer les événements de juillet 1932. Pour cette manifestation, le Parti communiste avait mobilisé ses troupes. Il y avait certainement plus de 10 000 personnes .

C'est encore l'avocat liégeois Robert Lejour qui rendit hommage à Tayenne au pied de la pierre tombale qui a été érigée par souscription.

C'est l'avocat Pierre Vermeylen, alors président belge du Secours Rouge International qui introduit le meeting au cours duquel prendront la parole Xavier Relecom, Alice Degeer et Julien Lahaut.

Les avocats Jean Fonteyne et Albert Van Ommeslaghe, tous deux militants du S.R.I. filment la manifestation en donnant un remarquable aperçu de cette cérémonie commémorative. (<https://www.youtube.com/watch?v=ZDbdPHIOCM>)

Ce film « Manifestation pour Tayenne » est conservé à la cinémathèque de Belgique. Il constitue un document remarquable de la culture politique de cette époque et il est considéré comme un des plus anciens documentaires politiques belges.

Ces quelques notes auront sans doute rappelé des souvenirs aux plus anciens et donné envie aux plus jeunes de connaître davantage l'histoire ouvrière du Pays noir.

Elles justifient pleinement le choix de gérer l'éducation permanente en matière d'histoire ouvrière dans la régionale du Progrès dans le cadre « Cercle Louis Tayenne ».

Souhaitons l'aide de tous pour enrichir notre centre d'archivage et plein succès pour les activités du Cercle Louis Tayenne. Toute aide bénévole pour le classement, le rangement de nos archives est la bienvenue.

Dr Jacques Lemaître